

## Argentine: agressions de la famille d'un délégué du métro, nouvelle grève mardi

09-11-2009

Dans une conférence de presse au Congrès ils ont dénoncé que la police a délogé de manière violente une cantine populaire que soutient la famille du délégué Segovia et ont responsabilisé l'UTA. Nouvelle grève mardi. Les travailleurs du métro ont annoncé une grève de 24 heures pour mardi prochain. Le conflit avec le Ministère du Travail pour la reconnaissance du syndicat qu'ils ont créé pour se séparer de l'Union Tranviarios Automotor s'est aggravé devant la dénonciation des délégués de base que les enfants et l'ex-femme du délégué Nestor Segovia ont été frappés par la police, qui a violemment délogé une cantine populaire que la famille soutient depuis dix ans. C'est arrivé à Moreno, banlieue de Buenos Aires, municipalité où la force de l'UTA est connue. Le juge Juan Radrizzani, qui a ordonné l'expulsion, a assuré que "cela n'a absolument rien à voir avec le membre de la commission interne, c'est un problème privé de Segovia et en particulier de sa femme". Le Ministère de Sécurité de la province de Buenos Aires l'a appuyé. La cantine fonctionne sur un terrain près de la maison où vivent l'ex-femme de Segovia, Noemi, qui milite dans le Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST), et ses sept enfants. Hier par matin, quand elle et trois des garçons sont sortis pour aller à l'école, ils ont vu arriver quatre véhicules de police. "Vingt policiers, quatre de civil, ont commencé à démolir la construction", a raconté Noemí. Elle a dit qu'elle a voulu les freiner et les policiers l'ont poussée et ils l'ont frappée. "Mon fils Ezequiel est sorti pour me défendre, 'pourquoi tapez-vous ma maman'." Les policiers ont répondu avec plus de coups.. Ils ont, de plus, tiré des balles de gomme contre les enfants (Angel, de neuf ans, a montré hier les marques sur son thorax) et les habitants qui se sont approchés pour résister à l'expulsion. L'ex-femme de Segovia a aussi assuré qu'à son fils de 18 ans, Nestor, ils ont donné un coup de crosse pour avoir essayé de défendre son frère; après l'opération, il a dû être interné, en observation. De plus, a été frappé le grand-père des garçons, de 70 ans. Après avoir détruit la cantine, l'un des policiers a jeté de l'essence sur les restes et y a mis le feu.

Les agressions de la famille de Segovia ont été dénoncées dans une conférence de presse convoquée d'urgence au Congrès, où les délégués du métro ont été accompagnés par des députés et des dirigeants sociaux et syndicaux. Là, il a été détaillé que le terrain délogé est en litige et qu'il y avait eu d'autres tentatives d'expulsion, curieusement en coïncidence avec des conflits antérieurs dans le métro. Parmi les dirigeants syndicaux qui ont accompagné la présentation, se trouvait le titulaire de la Centrale de Travailleurs Argentins (CTA), Hugo Yasky, qui a appuyé la revendication et a demandé une sécurité pour les travailleurs. "Il faut en finir avec cette chose mafieuse de juges, policiers et patotas. Nous exigeons aux autorités du gouvernement national à travers du Ministère de l'Intérieur des garanties pour tous les travailleurs impliqués dans ce conflit. Nous exigeons du ministre du Travail qu'il signe l'inscription syndicale pour ce syndicat, parce que (s'il ne le fait pas il viole la loi syndicale)". Dans la conférence de presse au Congrès, les délégués ont tiré sur l'UTA. Segovia a révélé que la nuit antérieure quelqu'un l'a prévenu par téléphone qu'ils allaient attaquer sa famille et a lié l'épisode à l'influence que l'UTA a dans la municipalité de Moreno, où le syndicat est très fort et le transport urbain est dominé par l'entreprise La Perlita, qui manie toutes les lignes de bus du district. Segovia soutient que parmi les groupes de l'UTA qui dans les derniers temps attaque les travailleurs de la nouvelle Association du métro, il a identifié des chauffeurs des bus de la ligne 501 de Moreno.

Roberto Pianelli, également délégué de l'Association Syndicale des Travailleurs du Métro et du Premetro, a annoncé la grève de mardi. "Les gens (du métro) voulaient arrêter le travail aujourd'hui, mais dans des moments difficiles il faut avoir la tête froide", a-t-il défini. Pianelli a insisté sur la revendication au Ministère du Travail de l'octroi de l'inscription syndicale à l'Association. Avec une année d'existence et 1600 affiliés, le nouveau syndicat n'a pas encore obtenu que le ministère termine la formalité de l'inscrire. Par ailleurs, on a appris l'Union Tranviarios Automotor (UTA), le syndicat duquel les travailleurs du métro veulent se scinder préparerait une mobilisation parallèle en répudiation de la possible fracture du syndicat. L'UTA a reçu le soutien du titulaire de la CGT, Hugo Moyano, qui a soutenu que "ce n'est pas possible que chaque affilié ou chaque dirigeant de la deuxième ou troisième ligne qui est en désaccord avec son organisation syndicale veuille faire un syndicat à part", parce que "ce serait une anarchie, un non sens" qui "affaiblirait l'organisation et les travailleurs". Pagina/12, 07 novembre 2009. Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>